

## **Question N°1 : Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine, et comment faire en sorte que la société reconnaisse.**

### 1- Laïcité

Le soir de ce débat il y aura une intervention télévisée de Monsieur Jacques CHIRAC sur la laïcité. Ce thème est cependant débattu par l'assemblée. Un professeur d'histoire et géographie précise la façon d'aborder les religions dans les programmes dans une perspective culturelle et non culturelle. Peu de problèmes liés à la religion dans ce collège, mais quelques signes d'intolérance apparaissent (confusion entre le cercle chromatique représenté par le croisement de deux triangles et l'étoile de David). Le débat sur la religion n'a pas lieu d'être au sein de l'école laïque, le rôle de l'enseignant est d'enseigner la tolérance, le libre arbitre et le respect d'autrui. On peut cependant se demander si l'enseignant laïc ne doit pas intervenir pour parler de religion afin de ne pas laisser ce sujet à des personnes moins tolérantes. A l'instar de l'Alsace, faut-il créer une heure d'enseignement religieux avec des enseignants recrutés au niveau national ?

Position très tranchée pour ou contre une telle proposition.

### 2- Education au médias

L'éducation à l'image se fait en français entre autre et permet un regard critique sur l'image. Une formation à l'esprit critique est indispensable afin de transformer les consommateurs passifs en véritables observateurs.

### 3- Egalité des chances

Les enfants montrent beaucoup d'intérêt pour la solidarité. Comment renforcer et afficher cette ambition. L'école devient un lieu d'exclusion pour les élèves qui n'y sont pas à l'aise et en réussite. Pour ou contre le collège unique ? Les solutions autres, les « à côté » du collège fait peur et sont souvent dévalorisés. Actuellement, il n'y a pas beaucoup d'autres voies que le collège unique. Les filières professionnelles sont trop dévalorisées mais peuvent être porteuses pour les élèves motivés. Reste à motiver les élèves !

De l'avis général, la maîtrise de la langue française est une condition indispensable de la réussite de tous : l'apprentissage du français dès l'école maternelle par les enfants immigrés ainsi que le développement de structures adaptées au primo arrivants doivent être des priorités absolues. Dans le même ordre d'idées, il faut rendre possible et obligatoire la maîtrise de la langue française aux familles étrangères. Il a en effet été réaffirmé au cours du débat que la nation française doit se recentrer autour de valeurs communes en particulier autour de la langue française dont la maîtrise devrait avoir un caractère obligatoire.

La question du développement de l'enseignement des langues d'immigration dans le cursus scolaire a ensuite été évoquée : si cette initiative est dans un premier temps vue comme une chance d'intégration, elle risque à long terme de créer des fractures et des exclusions, notamment sur le marché de l'emploi.

L'animateur est alors intervenu pour rappeler que la question de l'égalité des chances n'est pas uniquement liée à celle de l'immigration et qu'il conviendrait d'élargir le débat.

L'inégalité face à la réussite scolaire est le plus souvent liée à l'inégalité sociale, les statistiques sont là pour le rappeler. L'Ecole peut réduire cette inégalité au moyen de l'aide individualisée : On pourrait, par exemple, instituer des études du soir dans le cadre scolaire, alors qu'actuellement, l'aide aux devoirs relève d'institutions extérieures à l'Ecole, privées ou communales, dans ce dernier cas sous la forme de bénévolat. Il faudra bien entendu que les moyens nécessaires à cette aide individualisée soient mis en œuvre, notamment en personnels spécialisés (Co-Psy, CPE...). Il a été également signalé que cette aide individualisée repose trop souvent sur du « bénévolat » et des actions non rémunérées.

Les participants au débat ont néanmoins rappelé que la question de l'inégalité des chances est à resituer dans le contexte plus général des inégalités sociales, qui dépasse de beaucoup le cadre de l'Ecole.

## 2 - L'Universalité des savoirs

Il conviendrait d'abord de préciser ce que l'on entend par « Universalité des savoirs » : l'un des participants au débat l'a définie comme une somme de connaissances scientifiques, techniques et culturelles doublée de valeurs humaines, philosophiques et éthiques.

Cette somme de connaissances doit être considérée comme un héritage auquel tous les citoyens du pays ont droit et qui en aucun cas ne saurait devenir une valeur marchande.

A l'unanimité, il a été réaffirmé que la mission de l'Ecole est de « façonner les âmes, les esprits et les corps » et que le savoir a pour objectif de soutenir un esprit critique en même temps que de l'ouvrir aux autres. Par conséquent, le savoir ne doit jamais devenir un enjeu de compétition. L'un des participants a d'ailleurs rappelé que la réalité du marché de l'emploi fait que les actifs devront changer plusieurs fois de professions au cours de leur carrière. La formation générale de base est donc une priorité ( elle permettra au travailleur de s'adapter à sa nouvelle profession » et le travail doit être réhabilité comme une valeur humaine.

L'ensemble des participants a donc réaffirmé l'Universalité des savoirs comme une valeur fondamentale de l'Ecole Républicaine.

Le groupe de travail a dégagé deux priorités pour l'Ecole sur cette question :

- la réaffirmation de l'humanisme à savoir cette « Doctrine qui affirme la valeur de la personne humaine et vise à l'épanouissement de celle-ci ».
- le développement de l'aide individualisé

### **Question N° 6 : Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?**

Dès l'école primaire, des classes moins hétérogènes, avec des petits effectifs pour les élèves en difficulté. La répartition par années scolaires et classes d'âge nous semble peu adaptée à la diversité des enfants. Pas de classes « poubelles ». Le but est de donner le maximum de chances à chacun.

Valorisation des filières professionnelles ce qui sous-entend un changement de mentalité de la société dans son ensemble (en particulier au niveau des salaires). Nécessité de passerelles entre les filières.

Travail accru sur l'orientation : nécessité de collaborer étroitement avec les conseillers d'orientation, car les enseignants ne sont pas formés.

Les collèges doivent rester de petite taille pour favoriser le suivi individuel.

La question des moyens reste posée : faut-il davantage de moyens ou peut-on les répartir différemment ?

### **Question N° 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves.**

#### 1- Etat des lieux

La principale motivation reste la note. Mais attention ce n'est plus une valeur aux yeux des élèves. Au contraire, ils préfèrent se fondre dans la masse et les premiers de classe sont qualifiés « d'intellos », mauvais pour leur image.

Le collège unique contribue à cette tendance. La grande disparité des élèves, la différence de motivation de chacun, la disparité d'attitude devant l'effort renforcent le sentiment partagé par les parents d'un inévitable nivellement.

Il est à noter que la démotivation des élèves va en s'accroissant avec l'âge. S'il est possible d'intéresser une classe de sixième, cela devient un exploit en troisième.

#### 2 – Le pourquoi

La commission a soulevé le problème de l'enseignement unique pour tous. Dans sa forme actuelle le collège ne tient pas assez compte de l'individu. Inévitablement, des différences de niveau et d'intérêt pour une matière ou une autre surgissent.

Il semble que la culture de l'effort ne soit pas assez soutenue et récompensée. Le fait qu'à la sortie du collège il n'y ait pas d'objectif clair, le brevet n'étant pas un outil d'orientation, les élèves ne voient pas l'enjeu du collège.

La société toute entière porte également une responsabilité. Elle n'offre pas à ces jeunes adolescents de réelles projections de leur avenir. Le pessimisme et le catastrophisme véhiculés en permanence par les médias, juxtaposés à l'argent paillette, ne sont pas de nature à motiver ces pré-ados, bien au contraire.

En dernier lieu, le contenu des programmes est critiqué. Exemple en sixième, le programme de mathématique au premier trimestre reprend des bases de primaire. Résultat, on observe une lassitude des élèves. A contrario, et pour d'autres élèves, le programme de français peut rapidement devenir trop lourd, trop difficile et donc motivant.

### 3 – Les remèdes

La commission propose des idées d'améliorations :

- Casser les classes : mettre en place un système d'unité de valeur (UV) à obtenir le temps du collège. Permettre à l'élève de suivre à son rythme les différentes matières.
- Donner un réel objectif en fin de 3<sup>ème</sup>
- Donner plus de moyen pour des projets éducatifs de grande ampleur.
- Mettre à disposition de chaque classe une salle unique pour les matières n'exigeant pas de matériel spécifique. Cela donnerait un sentiment d'appartenir à un ensemble et que quelque chose au sein de l'école appartient à l'élève.
- Renforcer la discipline, la rigueur et remettre au goût du jour les punitions.
- Redorer la valeur de la solidarité entre élèves.

### 4 – Les priorités de l'école.

Deux thèmes nous ont paru essentiels pour le devenir de notre école :

- Revoir le concept du collège unique en introduisant une alternative par le biais de l'apprentissage tout en créant des passerelles permettant les réorientations.
- Revoir l'image de l'école donnée par les parents.

## **Question N° 16 : Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative parents-professeurs, et professeurs-élèves.**

Il faut davantage de respect mutuel entre les trois parties parents, professeurs, élèves.

Ceci permettrait d'atténuer les suspicions réciproques parents-professeurs.

Prévoir aussi des rencontres plus conviviales avec les parents qui sont souvent dans une position inconfortable vis à vis de l'école.

Notons que nous avons une tâche commune d'éducation et qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait une parole commune des adultes (parents et professeurs) face à l'enfant.

Comment aider les parents à aider leurs enfants à faire leurs devoirs sans pénaliser l'absence de connaissances techniques ?

## **Question N°22 : Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière?**

L'état des lieux (inspiré de la fiche d'accompagnement) fait par l'animateur a permis de dégager trois grands axes autour desquels s'est organisé le débat.

### 1 - Les contenus de la formation des enseignants :

#### a) La formation initiale :

Il est apparu à tous qu'il existe un décalage entre la formation initiale proposée aux futurs enseignants et les nécessités du terrain.

L'idée de développer des modules (optionnels) de pré professionnalisation à l'université, comme cela se pratique pour les futurs professeurs d'EPS, a été évoquée.

En ce qui concerne les formateurs IUFM, il est apparu important que ceux-ci soient des enseignants en fonction, proches des réalités du terrain. En effet le détachement complet de ces formateurs est une situation qui ne semble pas avoir donné satisfaction aux jeunes collègues récemment sortis de l'IUFM, qui ont participé au groupe de réflexion.

b) Le contenu des épreuves du concours :

Un meilleur équilibre serait souhaitable entre d'une part les épreuves académiques, déjà évaluées au cours des examens universitaires, et d'autre part les épreuves pratiques et pédagogiques qui rendent davantage compte de la faculté d'un candidat à transmettre un savoir.

c) La formation continue :

Elle doit être géographiquement plus facilement accessible. Les participants ont déploré la disparition des réseaux locaux de la MAFPEN, qui, outre le fait de rapprocher les actions de formation des besoins, contribuaient à créer une « dynamique de bassin » : échanges d'expériences, création d'initiatives inter établissements.

Nous avons fait ensuite la différence entre les formations didactiques et disciplinaires et les formations transversales. Les premières devraient être plus fréquentes, surtout au cours des premières années de la carrière, et les secondes organisées selon les besoins.

2 - La nomination des nouveaux enseignants :

Les conditions d'entrée dans le métier ont longuement été évoquées :

- d'un point de vue financier, les salaires sont jugés insuffisants pour faire face aux frais d'installation d'un néo titulaire, surtout lorsqu'il est nommé loin de son ancien domicile.
- Du point de vue de la mobilité géographique des enseignants nouvellement nommés : un meilleur équilibre serait souhaitable entre critères humains et ceux purement « comptables », c'est-à-dire le nombre de points au barème. Le débat n'a pas permis d'approfondir convenablement cette question car elle a été trop souvent abordée par les participants d'un point de vue personnel et non de manière globale.

La question des « postes à profil » également été abordée : le principe n'a pas été totalement rejeté mais il doit reposer sur une transparence totale et basé sur des critères objectifs.

3 - Evaluation et gestion des carrières :

Le système de notation actuel est apparu trop rigide et la terminologie employée inadéquate voire d'une autre époque : les « inspecteurs » font des « rapports », pourquoi ne parlerait-on pas de « conseillers pédagogiques », de « bilans » et « d'évaluations » ?

Nous avons également émis le souhait que les visites soient plus fréquentes, plus formatives et qu'elles prennent en compte le travail d'un enseignant d'une manière plus globale. La traditionnelle inspection de 55 minutes (tous les 3 à 8 ans) ne paraît plus adaptée pour évaluer des pratiques pédagogiques qui sont devenues plus diversifiées. D'autre part, l'évaluation des enseignants pourrait davantage prendre en compte les efforts en matière de formation continue ainsi que l'investissement personnel dans les projets pédagogiques de l'établissement.

L'inspection devrait inclure une relation tripartite : chef d'établissement, enseignant, conseiller pédagogique et non pas trois relations « binaires » qui laissent peu de place au dialogue et la concertation.

A l'unanimité, il a été réaffirmé que la mission de l'Ecole est de « façonner les âmes, les esprits et les corps » et que le savoir a pour objectif de soutenir un esprit critique en même temps que de l'ouvrir aux autres. Par conséquent, le savoir ne doit jamais devenir un enjeu de compétition. L'un des participants a d'ailleurs rappelé que la réalité du marché de l'emploi fait que les actifs devront changer plusieurs fois de professions au cours de leur carrière. La formation générale de base est donc une priorité ( elle permettra au travailleur de s'adapter à sa nouvelle profession » et le travail doit être réhabilité comme une valeur humaine.

L'ensemble des participants a donc réaffirmé l'Universalité des savoirs comme une valeur fondamentale de l'Ecole Républicaine.

Le groupe de travail a dégagé deux priorités pour l'Ecole sur cette question :

- la réaffirmation de l'humanisme à savoir cette « Doctrine qui affirme la valeur de la personne humaine et vise à l'épanouissement de celle-ci ».
- le développement de l'aide individualisée